



LOI SUR LA SÉCURITÉ GLOBALE - Le droit à l'information ne supporte aucune ambiguïté

Dans une société où les tensions sont palpables, où la défiance envers les autorités est manifeste, la proposition de loi de Sécurité globale, et particulièrement son article 24, crée une nouvelle fracture. Fracture entre des forces de l'ordre, qui doivent être défendues dans l'exercice de leurs missions face aux menaces croissantes dont elles sont l'objet, et des journalistes qui doivent être protégés sans ambiguïté dans leur liberté d'informer.

Cet article de loi a été rédigé comme une réponse symbolique, sans aucune concertation avec les principaux acteurs impactés gouvernement et les parlementaires se sont défaussés de leur rôle de bâtir les compromis possibles pour répondre à ces deux attentes. Mais cette dérobade politique ne fait qu'hystériser le débat. **Il ne faut pas prendre le moindre risque avec la préservation des droits fondamentaux comme la liberté de la presse** Un risque souligné par la défenseure des droits début novembre.

La Cfdt appelle le gouvernement et les parlementaires à retirer l'article 24, à revoir rapidement leur copie et à assumer leur responsabilité.

DÉCLARATION DE FRÉDÉRIC SÈVE, SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA CfdT

NOTA
13 NOVEMBRE 2020

LES SOUS LA SÉCURITÉ GLOBALE

Le droit à l'information ne supporte aucune ambiguïté

Dans une société où les tensions sont palpables, où la défiance envers les autorités est marquée, la proposition de loi de sécurité globale, et particulièrement son article 24, crée une nouvelle fracture. Frotteurs entre des formes de l'ordre, qui demandent être défendues dans l'exercice de leurs missions face aux menaces croissantes dont elles sont l'objet, et des journalistes qui doivent être protégés sans ambiguïté dans leur liberté d'attester.

Cet article de loi a été rédigé comme une réponse symbolique, sans aucune concertation avec les principales acteurs impliqués. Le gouvernement et les parlementaires se sont dévoués de leur rôle de faire les compromis possibles pour répondre à ces deux attentes. Mais cette démarche politique ne fait qu'illustrer le débat. **Elle ne fait pas perdre le réalisme risque avec la préservation des droits fondamentaux comme la liberté de la presse.** Un risque souligné par la démission des droits de la presse.

La Cfdt appelle le gouvernement et les parlementaires à retirer l'article 24, à revenir rapidement leur cap et à assumer leur responsabilité.

COMMUNIQUÉ

13 NOVEMBRE 2020
ORGANISATION NATIONALE
Cfdt



CFDT.FR

Documents

[Le droit à l'information ne supporte aucune ambiguïté](#)